



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

SUPPLÉMENT À C.P.S. N° 52

2 MAI 1994

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

DÉCLARATION DU COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE RÉVOLUTIONNAIRE

**VOTER POUR LA RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE,
LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES**

CE QU'EST LA CEE

Le 12 juin auront lieu des élections au "Parlement européen". Au lendemain de la IIe guerre mondiale l'économie capitaliste en Europe était en ruines. Ce continent et l'Allemagne étaient politiquement et économiquement coupés en deux. La reconstruction de l'économie capitaliste dans la partie Ouest de l'Europe et de l'Allemagne, la "guerre froide", ont exigé impérativement une coopération économique et politique entre le capitalisme français, le capitalisme allemand vaincu et amputé à l'Est, le capitalisme italien également vaincu, les capitalismes secondaires belge, hollandais, luxembourgeois. L'impérialisme américain a exercé une pression décisive, économique, financière, politique, militaire, pour que se réalise cette coopération. Le plan Marshall y a contribué financièrement. Le pacte atlantique lui a donné son sens politique et son cadre militaire initiaux.

La coopération économique entre ces six puissances capitalistes européennes s'est d'abord concrétisée par la création de la "Communauté européenne du charbon et de l'acier" (CECA) et de l'"Eurotom". Ainsi une puissante impulsion était donnée à la remise sur pied, dans la partie Ouest de l'Europe, du capitalisme. L'étape suivante fut la formation, en 1958, entre les six de la CECA, de la Communauté Économique Européenne. Depuis sont entrés dans la CEE : l'Angleterre, l'Irlande, le Danemark (1973), la Grèce (1981), l'Espagne et le Portugal (1986). L'Autriche, la Suède, la Finlande, la Norvège viennent d'obtenir leur billet d'entrée dans la CEE. Il faut encore que par référendum dans chacun de ces pays cette entrée soit approuvée pour qu'elle soit effective.

La CEE constitue un vaste marché sans barrières douanières internes, où, en principe, circulent librement marchandises et capitaux. Les échanges s'y sont multipliés. Les pays qui y participent ont constitué une "Commission", une "Cour de justice". Au fil des ans s'y est développée une législation économique commune. Un budget alimenté par des impôts particuliers a été mis en place. Y a été également développé un minimum de politique économique commune. La grande réalisation de la CEE fut la Politique agricole commune (PAC). La "Commission" qui siège à Bruxelles est devenue un organisme indispensable au fonctionnement de la CEE, à l'élaboration des orientations communes. Par contre, le "Parlement européen" n'est qu'une Assemblée impuissante où les "députés" discutent. Le pouvoir réel reste entre les mains des gouvernements, des États, membres de la CEE.

Telle qu'elle est, la CEE est indispensable aux différents capitalismes d'Europe qui y participent. Il devient de plus en plus difficile aux pays européens qui n'en font pas partie de rester en dehors. En négociant les traités de Maastricht, la Commission européenne et les gouvernements des pays de la CEE ont projeté de former une "Union économique et monétaire" et même que soit élaborée une politique étrangère et réalisée une défense communes. Selon ces traités, une Banque centrale de la CEE devrait être constituée, une monnaie commune aux pays membres devrait entrer en circulation au plus tard en 1999.

"L'EUROPE UNIE" EST UN MYTHE

Malgré tout cela "l'Europe unie" est un mythe et elle le restera tant que subsistera le mode de production

capitaliste. La CEE est une tentative des puissances impérialistes européennes de surmonter l'étroitesse des pays

d'Europe qui étouffent dans les limites de leurs frontières nationales. Mais loin de fusionner les économies, les pays, les États membres, elle s'est formée et développée en fonction des intérêts particuliers des puissances capitalistes européennes et des rapports de force entre elles. Quel que soit le degré d'autonomie dont dispose la "Commission" qui siège à Bruxelles, elle n'est pas un gouvernement de la CEE ; elle est subordonnée aux gouvernements, aux États composant celle-ci, même si, éventuellement, par son canal passe la pression de l'impérialisme US sur la communauté. A l'intérieur de la CEE l'essentiel dépend des accords ou des antagonismes entre les impérialismes français et allemand, le poids de ce dernier croissant constamment par rapport à ceux de ses partenaires et rivaux. La CEE ne se développe qu'autant que leurs intérêts concordent. Elle ne se maintient qu'autant qu'ils ne sont pas inconciliables.

La Politique agricole commune (PAC) a été la principale réalisation de la CEE. Elle a profité au premier chef à l'impérialisme français. Sous la pression de l'impérialisme américain, et avec l'accord de l'impérialisme allemand, elle est en voie de liquidation. La marche à l'"Union économique et

monétaire" supposait le renforcement du Système Monétaire Européen. En septembre 1992 la Livre et la Lire sont sorties du SME, plusieurs monnaies qui y participent ont été considérablement dévaluées sans en sortir. En août 1993 le SME a fait faillite, car l'élargissement de la bande de flottaison des monnaies par rapport à leurs cours pivot dans le SME (elle est passée de $\pm 2,25\%$ à $\pm 15\%$) est un constat de faillite.

Les critères pour la constitution d'une Banque centrale de la CEE et la mise en circulation d'une monnaie commune sont : l'inflation ne doit pas dépasser de 1,5 point la moyenne des trois meilleurs pays dans ce domaine ; le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3 % du PIB du pays considéré ; les taux d'intérêt ne doivent pas dépasser les taux moyens des trois meilleurs pays dans ce domaine ; la dette publique ne doit pas dépasser 60 % du PIB du pays considéré. A ce jour, seul... le Luxembourg remplit ces conditions. Aucun autre pays ne les remplira avant 1999 et la plupart n'ont aucune chance de jamais les remplir. L'inégalité économique entre pays s'accroît constamment. De fait, les traités de Maastricht sont d'ores et déjà caducs. Les plus optimistes parlent de leur "renégociation" en 1996.

L'EUROPE DES CAPITALISMES

Aussi, sinon plus, significatif est que l'effondrement des régimes bureaucratiques de la partie Est de l'Allemagne et de l'Europe, qui dépendaient de la bureaucratie du Kremlin, la dislocation de cette bureaucratie aient déclenché de violents antagonismes et rivalités entre impérialismes et notoirement entre les impérialismes français et allemand. L'un et l'autre veulent occuper dans les pays de la partie Est de l'Europe et de l'ex-URSS, des positions économiques déterminantes et y exercer une influence politique majeure. Un des résultats des plus dramatiques en est la guerre entre les pays de l'ex-Yougoslavie et celle qui ravage, avec son cortège d'horreurs, l'ex-Bosnie-Herzégovine.

Certes, parmi les principales raisons de ces guerres il y a l'utilisation de véritables questions nationales par les différentes fractions (devenues nationales) de la bureaucratie yougoslave éclatée, cela en vue de maintenir et d'accroître les territoires sur lesquels chacune d'elles exerce son oppression et son exploitation. Mais ces guerres ce sont au premier chef les impérialismes français et allemand qui les ont impulsées et en sont responsables. L'impérialisme français a d'abord tenté de maintenir la Yougoslavie sous la botte de la bureaucratie de Belgrade ; ensuite il a fait ce qui lui était possible pour que se forme la Grande Serbie. L'impérialisme allemand a impulsé la

sécession de la Slovaquie et de la Croatie. Le premier a voulu faire barrage à l'impérialisme allemand. Le deuxième veut investir économiquement ces pays, en faire des bases d'appui à sa politique de pénétration au Sud de l'Europe et dans les Balkans.

Aujourd'hui l'impérialisme français est hors course. L'impérialisme américain a pris les choses en main. A partir d'un compromis entre lui et l'impérialisme allemand, il entend imposer aux gouvernements serbe, croate, bosniaque, son "règlement" de ces guerres : une Grande Serbie et, pour lui faire pendant, une Confédération croate-bosniaque.

Cette Europe est celle des capitalismes, de leurs coopérations et de leurs contradictions et antagonismes explosifs. L'unité entre eux est pleine et totale sur un seul point : offensive généralisée pour abaisser au maximum la valeur de la force de travail, détruire les conquêtes, les acquis des prolétariats et de la jeunesse. Cette Europe est celle du chômage et de la misère pour les travailleurs. Finalement, que survienne une crise économique et financière qui disloque le marché mondial (ce qui est, à plus ou moins long terme inéluctable) et la CEE s'effondre comme un château de cartes.

POUR L'"EUROPE UNIE" : A BAS LA CEE

Pourtant, répondre aux immenses besoins de la population laborieuse et de la jeunesse, réduire et supprimer les inégalités de développement, résoudre les questions nationales, exiger une croissance sans précédent et harmonieuse des forces productives. Les limites des pays d'Europe sont particulièrement étroites et ne le permettent pas. Pour cela il faut construire effectivement une "Europe unie" brisant les frontières nationales de ce continent, il faut une Europe qui soit égalitaire, sans oppression ni exploitation nationales et sociales. Le capitalisme ne peut pas constituer une telle Europe, surtout à son stade impérialiste, au stade de sa décrépitude, de son pourrissement. Les rapports de production

capitaliste, la propriété privée des moyens de production sont inséparables de la production et de la réalisation de la plus-value, du profit particulier, c'est-à-dire de l'exploitation de la force de travail du prolétariat, exploitation d'autant plus intensive que le mode de production capitaliste est décadent et en crise. En outre, les capitalismes sont prisonniers des cadres nationaux qu'ils ont formés, dans lesquels ils ont grandi et où ils ont atteint l'âge de la sénilité.

Seul le prolétariat est en mesure de réaliser cette tâche historique, construire une "Europe unie". Il le peut en formant les États Unis Socialistes d'Europe. Mais la condition

première de la constitution des États Unis Socialistes d'Europe est que, dans chaque pays, le prolétariat chasse du pouvoir la bourgeoisie ; qu'il détruise le pouvoir, l'État bourgeois et leurs organes ; qu'il devienne la classe dominante, construise son propre État et ses organes ; qu'il exproprie la bourgeoisie de la possession des moyens de production, organise la production selon un plan élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier et répondant aux immenses besoins de la population laborieuse et de la jeunesse. Alors se formeront les États Unis Socialistes d'Europe dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — car à l'origine de l'oppression nationale il y a toujours la spoliation et l'exploitation. En quelques mots, seuls la révolution prolétarienne, le pouvoir prolétarien sont en mesure de construire les États Unis Socialistes d'Europe. Toute autre orientation et perspective est charlatanisme et mystification.

Le combat pour une "Europe unie", pour les États Unis Socialistes d'Europe exige sans doute des mots d'ordre comme celui de "abrogation des accords de Maastricht", mais c'est tout de même aujourd'hui un mot d'ordre politique à bon marché étant donné que d'ores et déjà les traités de Maastricht sont pratiquement caducs. Le premier mot d'ordre doit être rupture de toutes les organisations, fédérations, confédérations syndicales avec les organismes constituées par la CEE en vue de les faire participer à l'élaboration et à l'application de ses

décisions et des directives de la "Commission". L'un des principaux mots d'ordre doit être :

A BAS L'EUROPE DES CAPITALISMES A BAS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Néanmoins ces mots d'ordre sont loin de suffire. Il est indispensable d'ouvrir clairement et nettement la perspective des

ÉTATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

et de combattre pour eux.

Inventer des mots d'ordre comme "l'Europe des travailleurs et de la démocratie" est un subterfuge, une tromperie, car c'est esquiver les questions : que peut être une "Europe Unie", qui peut la réaliser et à quelles conditions ? Évidemment c'est esquiver les réponses, lesquelles sont : elle ne peut être que socialiste ; seuls les prolétariats peuvent la réaliser ; pour cela il leur faut chasser du pouvoir les bourgeoisies, établir leur propre pouvoir et l'exercer. Produit de compromis pourris avec des courants petits bourgeois, des appareils syndicaux (type FO), quand ils n'expriment pas ouvertement une capitulation devant eux, des mots d'ordre comme "l'Europe des travailleurs et de la démocratie" engluent tout dans la mélasse de la "démocratie", sans contenu ni caractère de classe définis.

"L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS"

Mais encore ! Des mots d'ordre d'apparence très radicale peuvent être, lorsqu'il s'agit d'internationalisme, des duperies. Le B.A. BA de l'internationalisme prolétarien c'est : "l'ennemi est dans notre propre pays". La prise du pouvoir par le prolétariat de chaque pays est la condition première de la constitution des États Unis Socialistes d'Europe. Les balades à Bruxelles baptisées "manifestations" sont généralement des

dérivatifs. L'essentiel est la définition et l'application d'une stratégie et d'une tactique qui orientent le prolétariat de chaque pays vers la prise du pouvoir ; la tactique doit tenir compte des conditions politiques concrètes et des relations politiques réelles qui existent dans chaque pays au sein de la classe ouvrière, de la population laborieuse, du mouvement ouvrier.

POLITIQUE DU COMITÉ

Les élections du 12 juin à l'"Assemblée européenne" ont lieu au scrutin de listes nationales et à la proportionnelle intégrale. Le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, la construction d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire n'a pas les moyens politiques et matériels de présenter une liste. Sans quoi il le ferait. Mais par rapport à ces élections, il applique sa politique de : rupture des organisations ouvrières (syndicats et partis) avec la bourgeoisie ; Front Unique de ces organisations contre la politique du gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur, pour balayer ce gouvernement ; combat politique pour un gouvernement du Front Unique des organisations ouvrières, gouvernement ne comprenant pas de ministres membres d'organisations et de partis bourgeois, ou faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie. De ce

gouvernement, le prolétariat et la jeunesse exigeront : qu'il satisfasse leurs revendications ; qu'il rétablisse intégralement les conquêtes du prolétariat ; qu'il en finisse avec le chômage par l'élaboration et la réalisation sous contrôle ouvrier, d'un plan de production correspondant aux immenses besoins des masses, ce qui nécessitera l'expropriation de la bourgeoisie de la possession des moyens de production. Un tel gouvernement ne saurait être qu'un gouvernement de transition vers un véritable gouvernement ouvrier, vers le pouvoir, l'État ouvrier. Bien entendu, l'une des tâches de ce gouvernement devrait être de dénoncer la CEE, de rompre avec elle, de proposer aux masses prolétariennes et à la jeunesse d'Europe de combattre pour les États Unis Socialistes d'Europe et, au delà, à tous les prolétariats de combattre pour la République socialiste universelle.

LES DIFFÉRENTES LISTES

Le 12 juin il y aura de multiples listes. La classification en est facile. Il y aura les listes présentées par les organisations et partis bourgeois : celles du Front National, de De Villiers, du RPR et de l'UDF, de Tapie, des "Verts", de Lalonde, d'autres peut-être. Bien entendu pas une voix

ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse pour ces listes. Il y aura celle de Chevènement et de ceux qu'il regroupe, Chevènement a rompu tout lien avec le mouvement ouvrier et son organisation n'est qu'une organisation bourgeoise de plus, chauvine et nationaliste. Il y a des listes comme celles de

"Lutte Ouvrière" et du "Parti des Travailleurs". La seule justification de ces listes serait qu'elles défendent un programme prolétarien révolutionnaire, qu'elles appliquent la stratégie et la tactique politique de Front Unique des organisations ouvrières ci-dessus définies.

Elles en sont loin. "Lutte Ouvrière" est spécialiste du populisme de "gauche". Le Parti des Travailleurs est sur la "ligne de la démocratie". Il s'affirme pour la renaissance du parlementarisme bourgeois. Par sa politique, il soutient en fait le gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur. Pour ce faire il a recouru à l'occasion à la phraséologie gauchiste qui met dans le même sac le PS, le RPR, l'UDF sous l'étiquette "partis institutionnels". Par contre, il couvre les appareils

syndicaux, particulièrement celui de FO qui est notoirement lié à la bourgeoisie et actuellement au gouvernement RPR-UDF, le gouvernement Balladur.

Il y a les listes du PS et du PCF. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, le PS et le PCF ont défendu les intérêts de la bourgeoisie française, en crise et décadente, au détriment et contre ceux du prolétariat et de la jeunesse. Depuis qu'il y a une majorité de députés RPR-UDF à l'Assemblée Nationale et que Balladur est au pouvoir, ils se comportent en "opposition de sa Majesté", quand ils n'aident pas le gouvernement RPR-UDF indirectement et même directement à appliquer sa politique de guerre à la classe ouvrière et à la jeunesse. Ce sont des partisans de la CEE.

COMMENT VOTER POUR LA RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE, LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES

Lors des élections, lorsque l'organisation révolutionnaire n'a pas les moyens politiques et matériels de présenter ses propres candidats, sur son programme et sa politique, elle appelle à voter pour les partis ouvriers traditionnels tout en condamnant leur politique et en poursuivant son agitation pour la rupture de ces partis avec la bourgeoisie, pour qu'ils réalisent le Front Unique, en vue de chasser du pouvoir les gouvernements bourgeois, qu'ils prennent le pouvoir et constituent un gouvernement sans ministres bourgeois. Mais cette fois, conformément à leur politique, le PS et le PCF présentent des listes sur lesquelles figurent des candidats membres d'organisations et de partis bourgeois ou faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie. Ainsi, sur la liste du PS on trouve des Bernard Kouchner. Le PCF a fait un "appel d'offre". Mais les "volontaires" bourgeois pour prendre

place sur sa liste ont été plutôt rares. Néanmoins la journaliste Aline Paillet y figurera en huitième position, quelques autres dans les profondeurs.

Il est impossible de voter pour de tels candidats. Par contre il est possible de manifester sa volonté que le PS et le PCF rompent avec la bourgeoisie, réalisent le Front Unique. Pour ce faire, prolétaires et jeunes devront voter, à leur choix, pour la liste du PS ou celle du PCF, en rayant de celles-ci les noms des candidats bourgeois qui y figurent. C'est de cette façon que le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, la construction de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire appelle à voter le 12 juin.

Le 13 mai 1994



8<

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX